

Eau contaminée ! Communiqué des personnel•les mobilisé•es du collège Georges Politzer de Bagnolet (le 28 septembre 2026)

Samedi 26 septembre 2026, la direction du collège Politzer transfère aux personnel•les et aux parent•es d'élèves un mail du département de la Seine-Saint-Denis informant que des résultats d'analyse du réseau d'eau froide comportent plusieurs points de non-conformité. Le département annonce alors devoir faire intervenir une entreprise en urgence en début de semaine pour désinfecter les canalisations concernées. Ces "points de non-conformité" ne nous ont en aucun cas été détaillés.

Ces résultats d'analyse arrivent **après des mois de questionnements** en conseil d'administration et en commission hygiène et sécurité de la part des personnel•les sur l'état de l'eau qui a pu, à plusieurs reprises, couler "trouble" de certains robinets (**au moins depuis le 10/02/2026**). La direction du collège avait donc demandé au département qu'il fasse réaliser des analyses.

Le dimanche 27 septembre, les représentant•es des personnel•les et syndicaux ont écrit à la direction du collège afin de demander la fermeture de l'établissement. La demande a été remontée aux services compétents de la DSDEN en direction de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Ainsi, ce matin du lundi 28 septembre, plusieurs personnel•les du collège ont exercé leurs droits d'alerte et de retrait en écrivant dans le registre de danger grave et imminent (RDGI) leurs inquiétudes concernant leur santé et celle des élèves. La DSDEN a demandé à la direction du collège de maintenir l'établissement ouvert en « **fonctionnement dégradé** », c'est-à-dire en mettant en place des « mesures de correction » telles que : afficher une signalétique sur tous les points d'eau de l'établissement, distribuer des bouteilles d'eau et du gel hydroalcoolique.

Face au refus de fermer le collège et face à ces mesures que nous jugeons parfaitement inadéquates et largement insuffisantes, une grande majorité des personnel•les s'est mobilisée pour éviter d'exposer les élèves à cette eau contaminée et empêcher que la gestion des centaines d'enfants privé•es d'installations sanitaires en état de marche ne posent d'autres problèmes de sécurité.

Alors que le département est responsable de cette situation et d'une potentielle contamination massive des mineur•es et des agent•es, **ce sont les personnel•les du collège qui compensent l'inaction, l'irresponsabilité et les conséquences des manquements des autorités publiques en se mobilisant.**

Dans le même temps, deux représentants du département (M. Pierre Morandini, chef du service technique des collèges, et M.Léon, un membre de son équipe) sont venus ce lundi matin dans le but d'éclairer la situation et de s'entretenir avec les personnel•les.

Nous avons alors appris que **les analyses avaient été effectuées le 4 juin dernier. Les résultats ne seraient arrivés au conseil départemental que le 4 septembre (à vérifier**

puisque les résultats ont été émis dès le 11 juin par le laboratoire d'analyse Aquatycia). Cela témoigne d'un premier manquement grave face au caractère urgent d'une telle mise en danger de 550 élèves et d'une centaine de personnel•les.

Plus grave encore : le département n'a communiqué les résultats au public que le 28 septembre, à notre demande, après le point d'information avec M. Morandini. Or, ces résultats sont alarmants : les analyses ont constaté **une eau trouble, contenant des germes, des entérocoques et des bactéries coliformes.**

Une entreprise devait intervenir ce matin au collège pour désinfecter au chlore les canalisations concernées, l'eau n'étant pas coupée pour permettre le fonctionnement des sanitaires. Cette intervention était censée durer deux heures. A 14h30, elle n'a toujours pas eu lieu car elle implique de pouvoir tenir tous•tes les élèves éloigné•es des sanitaires pendant sa durée, visiblement très supérieure aux deux heures annoncées.

Nous sommes à cette heure dans l'impossibilité de garantir qu'aucun enfant ne boira ni n'utilisera cette eau, pendant l'intervention mais également dans les 48 heures qui suivront (délai réglementaire après l'application du chlore pour effectuer de nouvelles analyses).

Pour le moment, **nous n'avons donc aucune garantie d'avoir accès à des installations sanitaires conformes, et d'autant moins de manière pérenne.** La restauration collective demeure fermée et le département ne propose de fournir des paniers repas que pour les journées de jeudi et vendredi.

Nous avons dû demander nous-mêmes la tenue d'une réunion publique d'information qui reste à organiser par le département, responsable de la mise en danger du public. **Nous n'avons pas encore eu d'information concernant la dangerosité de ces mois ou peut-être années d'exposition à une eau contaminée.**

Cette situation scandaleuse n'est qu'une énième preuve du délaissement des établissements de la Seine-Saint-Denis, département dont les moyens par élève sont inférieurs de 30% par rapport à la moyenne nationale.

Le département d'abord, mais aussi la DSDEN qui a refusé de fermer le collège, sont responsables de la mise en danger de centaines d'élèves et de personnel•les et devront en répondre.

Demain mardi 29 septembre est une journée nationale de mobilisation pour lutter contre la casse des services publics. Nous sommes encore face à un énième exemple des conséquences néfastes des coupes budgétaires, du management néolibéral qui se généralise et de l'inconséquence de nos dirigeants.

Alors mobilisons-nous pour promouvoir un service public ambitieux, qui permette un accueil et un droit à l'éducation dignes en faisant réellement cas des enjeux de santé publique.

Les personnel•les mobilisé•es du collège Georges Politzer de Bagnolet